

**Arrêté préfectoral n° 2026-0576 du 5 mai 2026**  
portant mise en demeure à l'encontre de la société BERNARDY  
implantée route de Tours sur le territoire de la commune de Thénieux,  
installation classée pour la protection de l'environnement

Le préfet du Cher  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5, R. 515-98, R.515-71 ;

**Vu** le code des relations entre le public et l'administration, en particulier ses articles L. 121-1 et L. 122-1 ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

**Vu** le décret du 14 février 2025 du Président de la République portant nomination de monsieur Mohamed ABALHASSANE, secrétaire général de la préfecture du Cher ;

**Vu** le décret du 22 octobre 2025 du Président de la République portant nomination de monsieur Philippe LE MOING SURZUR, préfet du Cher ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 19 mars 1999 modifié autorisant la poursuite de l'exploitation d'une installation classée ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2016-DDCSPP-249 du 09 novembre 2016 portant prescriptions complémentaires à la nouvelle situation administrative et aux mesures de maîtrise des risques de l'établissement BERNARDY à Thénieux ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2025-1852 du 30 décembre 2025 accordant délégation de signature à M. Mohamed ABALHASSANE, secrétaire général de la préfecture, sous-préfet de l'arrondissement de Bourges ;

**Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 29 janvier 2026 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

**Vu** le courrier notifié en date du 16 mars 2026 informant l'exploitant des constats relevés, des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

**Vu** l'absence de réponse de l'exploitant ;

**Considérant** que les grilles d'analyse des incompatibilités entre produits chimiques stockés sur le site, présentées par l'exploitant à la suite de la visite en date du 19 décembre 2025, mettent en évidence la possibilité de stocker des produits incompatibles sur une rétention commune dans les zones Z1, Z2 et Z10, malgré des risques de réaction dangereuse mentionnés dans les grilles ;

**Considérant** que, lors de la visite en date du 19 décembre 2025 l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a effectivement constaté que des produits incompatibles sont présents sur une même rétention dans les zones Z1, Z2 et Z10 de stockage de produits chimiques ;

**Considérant** que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 25-IV de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé ;

**Considérant** que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société BERNARDY de respecter les prescriptions de l'article susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

## **ARRÊTE**

### **Article 1**

La société BERNARDY est mise en demeure, pour le site qu'elle exploite 12 route de Tours sur le territoire de la commune de Thénieux, de respecter les dispositions de l'article 25-IV de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé :

- en justifiant la compatibilité de tous les produits stockés sur une rétention commune dans les zones Z1, Z2 et Z10,
  - en stockant les produits incompatibles sur des rétentions distinctes dans les zones Z1, Z2 et Z10,
- dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté.

### **Article 2**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### **Article 3**

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, la présente décision sera publiée sur le site internet des services de l'État dans le Cher pendant une durée minimale de deux mois.

### **Article 4**

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45 057 Orléans Cedex 1, par :

- L'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté,

- Les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télerecours accessible par le site internet : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

#### **Article 5**

Le secrétaire général de la préfecture, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société BERNARDY et dont une copie sera adressée au sous-préfet de Vierzon et à la maire de la commune de Thénieux.

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Sous-préfet de Bourges

Signé  
Mohamed ABALHASSANE

